

ORDONNANCE DE SEQUESTRE

Reçu par l'office des poursuites

A l'Office des poursuites

le

Débiteur (nom / raison sociale et adresse exacte)

responsable solidairement avec* / représenté par*

Créancier: Confédération suisse agissant par le canton de _____,
lui-même représenté par l'administration fiscale cantonale

Montant de la créance: CHF _____ plus l'intérêt à _____ % dès le _____

Titre de créance: demande de sûretés du _____
évent. taxation entrée en force du* _____

Cas de séquestre (art. 170, 1^{er} al., LIFD en relation avec l'art. 169 LIFD):

Objets à séquestrer: Tous biens appartenant au débiteur décrits en détail, tels les espèces, titres, dépôt-titres, avoirs en compte de chèques postaux, avoirs en banque, créances, stocks de marchandises, collections, objets d'art, mobilier, immeubles, et en particulier (voir la feuille complémentaire éventuelle).

Le créancier répond de tout dommage causé au débiteur ainsi qu'aux tiers par ce séquestre s'il venait à être établi en justice qu'il n'y avait pas de cas de séquestre en l'espèce ou que la créance n'était pas valable (art. 273 LP).

* Biffer ce qui ne convient pas

Voir remarques et indication des voies de droit en dernière page

Administration de l'impôt fédéral direct

du canton _____

Lieu et date

Signature

Procès-verbal de séquestre

Le séquestre ne portera que sur les objets définis dans l'ordonnance de séquestre. On ne pourra pas séquestrer plus d'objets que ceux nécessaires pour couvrir la créance de séquestre, intérêts et frais compris, établie selon l'estimation de l'office des poursuites.

En exécution de l'ordonnance qui précède, le représentant de l'office des poursuites soussigné a frappé de séquestre les objets suivants:

* Revendications de tiers, fixations de délais, contestations, introduction d'action et sort du litige, sûretés, frais, etc.

Numéro	Objets	Estimation	Observations*		
	Report	CHF			
			Frais		
			Date Mois/jour	Motif	Emolu- ments et débours
				Exécution du séquestre Copie pour le créancier Copie pour le débiteur	CHF

* Revendications de tiers, fixations de délais, contestations, introduction d'action et sort du litige, sûretés, frais, etc.

Observations à l'intention du débiteur

1. Principe du séquestre

Selon la loi fédérale du 14.12.90 sur l'impôt fédéral direct (LIFD, RS 642.11).

Art. 170 LIFD **Séquestre**

¹ La demande de sûretés est assimilée à l'ordonnance de séquestre au sens de l'article 274 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (RS 281.1). Le séquestre est opéré par l'office des poursuites compétent.

² L'opposition à l'ordonnance de séquestre prévue à l'article 278 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite n'est pas recevable.

2. Effets du séquestre

Il est interdit au débiteur, sous menace des peines prévues par la loi (art. 169 du code pénal), de disposer des biens séquestrés sans la permission du préposé (art. 275 et 96 LP).

L'office peut prendre sous sa garde les objets séquestres ou les confier à un tiers.

Toutefois, il peut les laisser à la libre disposition du débiteur, à charge pour celui-ci de fournir des sûretés par dépôt, par le cautionnement solidaire ou par une autre sûreté équivalente (art. 277 LP).

3. Recours contre l'exécution du séquestre

Les objets insaisissables (art. 92 LP) **ne peuvent pas non plus faire l'objet d'un séquestre**. Les articles 91 à 109 LP relatifs à la saisie s'appliquent par analogie à l'exécution du séquestre (art. 275 LP). Tous les revenus du travail, les usufruits et leurs produits, les rentes viagères, de même que les contributions d'entretien, les pensions et prestations de toutes sortes qui sont destinés à couvrir une perte de gain ou une prétention découlant du droit d'entretien, en particulier les rentes et les indemnités en capital qui ne sont pas insaisissables en vertu de l'article 92 LP, peuvent être séquestrés, déduction faite de ce que le préposé estime indispensable au débiteur et à sa famille.

Si l'office des poursuites enfreint ces prescriptions, le débiteur peut porter plainte auprès de l'autorité de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite dans les 10 jours suivant la réception du procès-verbal de séquestre (art. 17 ss. LP).

4. Caducité du séquestre

Art. 280 LP **Caducité du séquestre**

Les effets du séquestre cessent lorsque le créancier:

1. laisse écouler les délais qui lui sont assignés à l'article 279;
2. retire ou laisse périmer son action ou sa poursuite;
3. voit son action définitivement rejetée.

Observations à l'intention du créancier du séquestre

Art. 279 LP **Validation du séquestre**

¹ Le créancier qui a fait opérer un séquestre sans poursuite ou action préalable doit requérir la poursuite ou intenter action* dans les dix jours à compter de la réception du procès-verbal.

² Si le débiteur forme opposition, le créancier doit requérir la mainlevée de celle-ci ou intenter action en reconnaissance de la dette* dans les dix jours à compter de la date à laquelle l'opposition lui a été communiquée. Si la requête de mainlevée est rejetée, le créancier doit intenter action* dans les dix jours à compter de la notification de cette décision.

³ Si le débiteur n'a pas formé opposition ou si celle-ci a été écartée, le créancier doit requérir la continuation de la poursuite dans les dix jours à compter de la date où il est en droit de le faire (art. 88). La poursuite est continuée par voie de saisie ou de faillite, suivant la qualité du débiteur.

⁴ Si le créancier a intenté l'action en reconnaissance de dette* sans poursuite préalable, il doit requérir la poursuite dans les dix jours à compter de la notification du jugement.

** La demande de sûretés, la notification de taxation, de rappel d'impôt et d'amende produisent selon les articles 169, alinéa 1 resp. 165, alinéa 3 LIFD les mêmes effets qu'un jugement exécutoire. La preuve de l'introduction de ces procédures ou la notification de ces prononcés valent comme action en reconnaissance de dette.*

Art. 281 LP

Participation provisoire du séquestrant à des saisies

¹ Lorsque les objets séquestrés viennent à être saisis par un autre créancier avant que le séquestrant ne soit dans les délais pour opérer la saisie, ce dernier participe de plein droit à la saisie à titre provisoire.

² Les frais du séquestre sont prélevés sur le produit de la réalisation.

³ Le séquestre ne crée pas d'autres droits de préférence.

Caducité du séquestre

Voir chiffre 4 des observations à l'intention du débiteur.